Louis GILL

Économiste, retraité de l'UQÀM

(17 août 2012)

“Dettes illégitimes dettes «odieuses».”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois
Professeur retraité de l'UQAM

“Dettes illégitimes, dettes « odieuses ».”

Texte d'une communication donnée le 17 août 2012 à Montréal à l'Université populaire d'été des *Nouveaux Cahiers du Socialisme*.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQÀM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 3 octobre 2012 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 14 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 5 octobre 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Louis Gill

[économiste, retraité de l’UQÀM.]

“Dettes illégitimes, dettes « odieuses ».”

Texte d’une communication donnée le 17 août 2012 à Montréal à l’Université populaire d’été des *Nouveaux Cahiers du Socialisme*.

Louis Gill

“Dettes illégitimes, dettes « odieuses ».”

Texte d’une communication donnée le 17 août 2012 à Montréal à l’Université populaire d’été des *Nouveaux Cahiers du Socialisme*.

La question de fond qui est posée par l’explosion des dettes publiques des récentes années est celle de la légitimité de ces dettes. On veut en faire payer la note par les populations, alors que leur origine se trouve dans la spéculation, la hausse des frais d’intérêt provoquée par l’abaissement des notes de crédit des agences de notation, par le coût du sauvetage des banques et des entreprises, la complaisance des États envers l’évasion fiscale et les réductions d’impôt accordées aux entreprises et aux nantis de la société.

Les détenteurs de titres de la dette publique sont gagnants sur les deux tableaux : bénéficiaires d’une fiscalité favorable, l’État se tourne vers eux pour solliciter, sous forme de prêts dont le rendement est garanti, les sommes dont ils sont exonérés en impôts et taxes. Cela ne peut manquer d’amener les populations à s’interroger sur la légitimité de dettes qui les étouffent et à douter de l’opportunité d’en assumer le fardeau.

Des exemples historiques de dettes contractées par des régimes autoritaires ont mis en évidence le caractère illégitime de ces dettes qui ont été qualifiées de « dettes odieuses ». La dette de l’Argentine en particulier a presque quintuplé en sept ans sous la dictature militaire du général Jorge Videla de 1976 à 1983 en raison d’une dilapidation des fonds publics par la junte au pouvoir et de la hausse draconienne des taux d’intérêt au début des années 1980. Il en est de même de la

dette contractée en Grèce par le régime des colonels de 1967 à 1974 et de celle qui a découlé de la multiplication par dix du coût initialement prévu des Jeux olympiques de 2004 par les manipulations spéculatives.

Même si elles ont été contractées par des pays officiellement démocratiques, et non par des régimes dictatoriaux, les dettes actuelles des pays avancés n'en ont pas moins le caractère de dettes illégitimes, voire de « dettes odieuses ». Les États ayant été lourdement frappés par la crise déclenchée en 2007, tant par la raréfaction de leurs revenus budgétaires que par le coût de leurs mesures de soutien au secteur financier et à l'économie réelle, la crise de la dette privée, qui avait été à l'origine de la crise financière, s'est transmutée en crise de la dette publique et en crise sociale des peuples à partir de 2010. Elle a soulevé la question de l'insolvabilité de certains pays, c'est-à-dire de leur incapacité de rembourser une dette devenue hors contrôle.

Le premier acte de cette transmutation, on le sait, a été le déclenchement de la crise de la dette grecque au début de 2010. Cette crise a rapidement pris l'ampleur d'une crise européenne et d'abord de la zone euro, révélant aussi l'existence, au-delà de la crise de la dette, d'une grave crise bancaire, en raison de la surexposition des banques aux dettes souveraines et de la difficulté des États à financer ces dettes aux taux d'intérêt prohibitifs exigés par ces mêmes banques.

Les banques ont aussi versé dans les attaques spéculatives contre les titres de dette de certains États, comme la Grèce, et contre l'euro. Elles ont ainsi propulsé à la hausse le coût du financement des dettes souveraines soumises à ces attaques, mettant en évidence leur caractère illégitime. Elles ont simultanément amplifié la chute de l'euro et menacé sa survie.

Nous sommes par ailleurs dans cette situation tout à fait remarquable en vertu de laquelle les banques privées européennes peuvent emprunter de la BCE à de très faibles taux d'intérêt et prêter aux États à des taux élevés, alors que les États se voient refuser la possibilité d'emprunter directement de la BCE à bas taux, ce qui les affranchirait des marchés financiers où ils sont étranglés par des taux prohibitifs.

Cela met de nouveau en évidence l'illégitimité de dettes qui nourrissent grassement le capital financier en faisant passer dans les cof-

fres des banques l'argent tiré des goussets gouvernementaux, donc des poches des contribuables, par l'intermédiaire de la Banque centrale.

Comme on le sait, les plans de sauvetage de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal ont été assortis d'exigences de mise en œuvre de sévères mesures d'austérité, pour ne pas dire de destruction sociale. Fait à souligner, les mesures d'austérité imposées à la Grèce n'ont pas touché son budget militaire (plus de 3 % du PIB en 2010), le plus élevé en pourcentage du PIB parmi les 28 pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) après celui des États-Unis (4,8 % du PIB). Le fait que la France et l'Allemagne soient parmi les plus importants fournisseurs d'armes de la Grèce explique que ces deux pays qui dominent l'Union européenne n'aient pas fait pression pour que le budget militaire grec, qui représentait plus du tiers de son déficit public en 2011, soit réduit.

Devant l'incapacité de rembourser des dettes souveraines devenues hors contrôle, la perspective de leur restructuration, c'est-à-dire du rééchelonnement de leur remboursement sur une période plus longue et à un taux d'intérêt réduit, ainsi que de leur radiation partielle est devenue une réalité avec l'adoption, en octobre 2011, d'un nouveau « plan de sauvetage de la Grèce et de l'euro », dont l'un des volets est la radiation d'un peu plus de 50 % de la dette grecque détenue par les banques privées.

En apparence perdantes, les banques n'en sont pas moins les grandes gagnantes de cette restructuration de la dette grecque. Alors que les titres de dette qu'elles détenaient valaient tout au plus 10 % de leur valeur nominale sur le marché secondaire, elles ont pu les échanger contre des titres valant près de 50 % (précisément 46,5 %) de cette valeur.

La population grecque, par contre, ne verra pas un sou des sommes versées à la Grèce en vertu de ce plan de sauvetage. Ces sommes serviront pour l'essentiel à recapitaliser les banques grecques et à leur verser, ainsi qu'aux banques étrangères, les intérêts qui leur sont dus et les remboursements des emprunts à leur échéance. Elles seront déposées dans un compte bloqué à cet effet. Le plan d'aide à la Grèce se révèle clairement comme un strict plan d'aide aux banques.

* * *

À la lumière de ces faits et expériences, qui pourraient sembler à première vue n'être que des références bien étrangères à notre situation, qu'en est-il de la dette du Québec ? Peut-on en parler comme d'une dette, en tout ou en partie, illégitime ? Une analyse des statistiques de son évolution démontre que, de 1970 à 1996, elle a été principalement le résultat de frais d'intérêt nettement supérieurs à un solde excédentaire des revenus et dépenses courantes.

Au cours de cette période en effet, le solde cumulé des revenus et dépenses sans le service de la dette (solde primaire) a été un surplus de 5 milliards de dollars. Mais, à cause d'un service de la dette de 71 milliards de dollars au cours de la même période, le solde budgétaire du gouvernement a été un déficit de 66 milliards de dollars, grossissant sa dette d'autant, dont le rapport au PIB est passé de 11 % en 1971 à 43 % en 1997 ¹.

En d'autres termes, la dette a augmenté, non pas parce que la société aurait vécu au-dessus de ses moyens comme le proclament sans cesse le gouvernement et ses « experts », mais à cause de frais d'intérêt nettement supérieurs à un solde primaire excédentaire. Et l'importance de ces frais d'intérêt s'explique avant tout par des taux d'intérêt moyens très élevés, qui ont oscillé entre 7 % et 12 % tout au long de cette période.

Le poids prépondérant du service de la dette dans le cumul des déficits budgétaires a également été mis en évidence pour le Canada dans une étude de Statistique Canada, publiée en juin 1991 dans *L'Observateur économique canadien*. Cette étude établit que l'augmentation significative de la dette fédérale entre 1975 et 1990, qui en a porté le rapport au PIB de 37 % à plus de 60 %, a été le résultat, non pas d'une explosion des dépenses de programmes comme plusieurs le soutiennent, mais d'une chute des recettes découlant des ré-

¹ Ministère des Finances du Québec, *Discours sur le budget 1997-1998*, Annexe B. Voir Louis Gill, « La dette du Québec est-elle légitime ? », 1^{er} avril 2012, sites internet des *Classiques des sciences sociales* et d'*Économie autrement*.

ductions des impôts sur le revenu des particuliers et des entreprises et d'une forte augmentation du service de la dette.

Elle a été corroborée par le Vérificateur général dans son Rapport de 1993, qui stipule que seulement 9 % de la dette nette de 423 milliards, cumulée depuis la Confédération (1867) jusqu'en 1992, représente le manque à gagner pour couvrir le coût des dépenses de programmes au cours de la période, le reste, 91 %, représentant le montant emprunté pour couvrir le service de la dette.

* * *

La question du rééchelonnement ou de la répudiation de dettes dont le fardeau est devenu insupportable et dont le caractère illégitime se révèle de manière de plus en plus claire, est désormais à l'ordre du jour. Elle est généralement assortie, par ses protagonistes, de la proposition d'une démarche préalable de vérification comptable démocratique citoyenne des composantes de la dette, ayant pour objectif d'identifier ses origines et les détenteurs de ses titres.

Le refus de rembourser une dette considérée comme illégitime s'est manifesté notamment en Islande par le double refus de la population par voie référendaire (en mars 2010 et avril 2011) de payer pour l'indemnisation des déposants de la banque internet faillie *Icesave*, face à laquelle elle ne se reconnaît aucune responsabilité. L'Argentine avait emprunté cette voie au début des années 2000. Elle avait alors soumis à ses créanciers une offre de règlement, à prendre ou à laisser, de 35 cents pour chaque dollar d'une dette qui s'élevait à 81 milliards de dollars.

Considérant qu'il valait mieux accepter un remboursement partiel que de tout perdre, près des trois quarts des créanciers s'étaient résignés à accepter un échange de dettes selon ces termes en 2005. En 2010, leur pourcentage s'élevait à 93 %. Libérée de cette dette et ayant résisté à des centaines de poursuites devant les tribunaux, l'Argentine a connu une solide croissance au cours de la décennie suivante, bénéficiant d'une forte demande de ses exportations de matières premières et de ses produits agricoles.

Il va de soi que la décision de répudier une partie ou la totalité de la dette publique aura pour conséquence la fermeture immédiate des marchés financiers à tout nouvel emprunt. Mais, pour des pays qui en sont déjà exclus par des taux d'intérêt prohibitifs, comme les plus de 30 % sur les obligations grecques de dix ans atteints depuis la fin de 2011, cela ne change pas grand chose. Toujours motivés par l'appât du gain, les créanciers ne renoncent d'ailleurs pas définitivement à prêter aux pays qui ont fait défaut, mais qui sont redevenus solvables grâce à une croissance renouvelée et des finances publiques restaurées.

C'est ainsi que l'Argentine a pu avoir de nouveau accès aux marchés financiers en dépit du défaut de 2001, les spéculateurs étant rassurés même si la valeur de leurs obligations baissait. De même, la Russie qui a fait défaut sur sa dette souveraine en 1998 est devenue un an plus tard un marché des capitaux très actif, en raison de la courte mémoire des marchés et de la dominance des évaluations de bons rendements possibles dans les décisions qui y sont prises.

ANNEXE

Parts des immobilisations, des dépenses courantes et du service de la dette								
dans le solde budgétaire - de 1970-1971 à 1996-1997								
(les montants sont en millions de dollars)								
Année	A	B	C = A+B	D	E	F = A+E	G	H = C-G
	Revenus budgé- taires	Dé- penses budgé- taires	Solde budgé- taires	Dépenses budgétaires		Solde des opéra- tion couran- tes	Service de la dette	Solde primaire
				Immobi- lisa- tions.	Dépén- ses couran- tes			
1970-1971	3 791	-3 935	-144	-461	-3 474	317	-197	53
1971-1972	4 423	-4 778	-355	-682	-4 096	327	-210	-145
1972-1973	4 935	-5 282	-347	-710	-4 572	363	-242	-105
1973-1974	5 643	-6 302	-659	-771	-5 531	112	-288	-371
1974-1975	7 126	-7 568	-442	-944	-6 624	502	-296	-146
1975-1976	8 210	-9 161	-951	-1 044	-8 117	93	-368	-583
1976-1977	9 510	-10 686	-1 176	-886	-9 800	-290	-456	-720
1977-1978	10 919	-11 623	-704	-910	-10 713	206	-606	-98
1978-1979	11 622	-13 121	-1 499	-1 011	-12 110	-488	-817	-682
1979-1980	13 021	-15 420	-2 399	-1 002	-14 418	-1 397	-970	-1 429
1980-1981	14 443	-17 925	-3 482	-1 004	-16 921	-2 478	-1 382	-2 100
1981-1982	17 717	-20 338	-2 621	-1 054	-19 284	-1 567	-1 950	-671
1982-1983	19 517	-21 980	-2 463	-1 191	-20 789	-1 272	-2 300	-163
1983-1984	21 597	-23 761	-2 164	-1 242	-22 519	-922	-2 511	347
1984-1985	22 023	-25 895	-3 872	-1 361	-24 534	-2 511	-3 012	-860
1985-1986	23 920	-27 394	-3 474	-1 358	-26 036	-2 116	-3 354	-120
1986-1987	25 298	-28 268	-2 970	-1 137	-27 131	-1 833	-3 556	586
1987-1988	28 047	-30 440	-2 393	-1 194	-29 246	-1 199	-3 675	1 282
1988-1989	29 682	-31 384	-1 702	-1 396	-29 988	-306	-3 736	2 034
1989-1990	30 981	-32 741	-1 760	-1 320	-31 421	-440	-4 081	2 321
1990-1991	32 972	-35 939	-2 967	-1 386	-34 553	-1 581	-4 437	1 470
1991-1992	34 429	-38 730	-4 301	-1 368	-37 362	-2 933	-4 666	365
1992-1993	35 406	-40 420	-5 014	-1 633	-38 787	-3 381	-4 756	-258
1993-1994	36 046	-40 967	-4 921	-1 523	-39 444	-3 398	-5 316	395
1994-1995	36 427	-42 248	-5 821	-1 703	-40 545	-4 118	-5 874	53
1995-1996	38 246	-42 196	-3 950	-1 756	-40 440	-2 194	-6 038	2 088
1996-1997	37 277	-40 522	-3 245	-1 535	-38 987	-1 710	-5 844	2 599
			-65 796	-31 582		-34 214	-70 938	5 142
Source : Budget 1997-1998. Discours sur le budget et renseignements supplémentaires, Annexe B, p. 18-20.								

Premier constat : Le déficit budgétaire cumulé de 65,8 milliards provient presque également de l'acquisition d'immobilisations (31,6 milliards) et du déficit des opérations courantes au sens strict (34,2 milliards).

Deuxième constat : Le solde primaire cumulé (solde budgétaire moins service de la dette) est légèrement positif (5,1 milliards), de sorte que le déficit budgétaire de 65,8 milliards est entièrement le résultat du service cumulé de la dette (70,9 milliards)

Troisième constat : Le service de la dette faisant partie des dépenses courantes, le solde des opérations courantes, déficitaire de 34,2 milliards, est excédentaire de 36,7 milliards si on exclut le service de la dette : $-34,2 + 70,9 = 36,7$

Le poids prépondérant du service de la dette dans le cumul des déficits budgétaires a été mis en évidence pour le Canada par Hideo Mimoto et Philip Cross de Statistique Canada (Observateur économique canadien, juin 1991) et par le Vérificateur général du Canada dans son Rapport de 1993.

Fin du texte